



Stéphane Amar

LE GRAND SECRET D'ISRAËL

POURQUOI IL N'Y AURA PAS
D'ÉTAT PALESTINIEN

L'Éditions de
Observatoire

Le Grand Secret d'Israël

Du même auteur

*Les Meilleurs Ennemis du monde. Israéliens et Palestiniens,
entre voisins*, Denoël, 2008.

Stéphane Amar

Le Grand Secret d'Israël

Pourquoi il n'y aura pas
d'État palestinien

Cartes p. 9, 10, 11 : © Yann Magdelaine

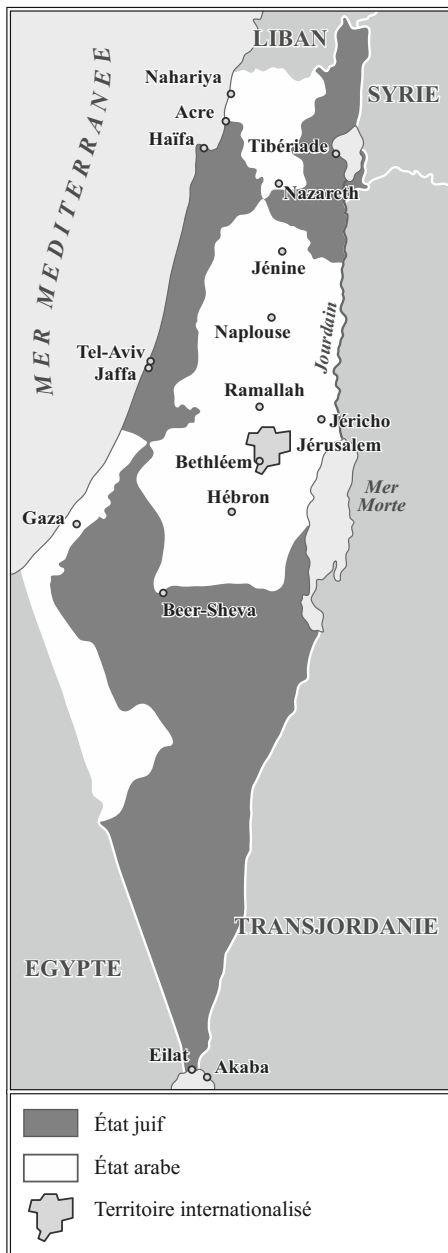
ISBN : 979-10-329-0373-5

Dépôt légal : 2018, mai

© Éditions de l'Observatoire/Humensis 2018
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

À Sév, encore et toujours.

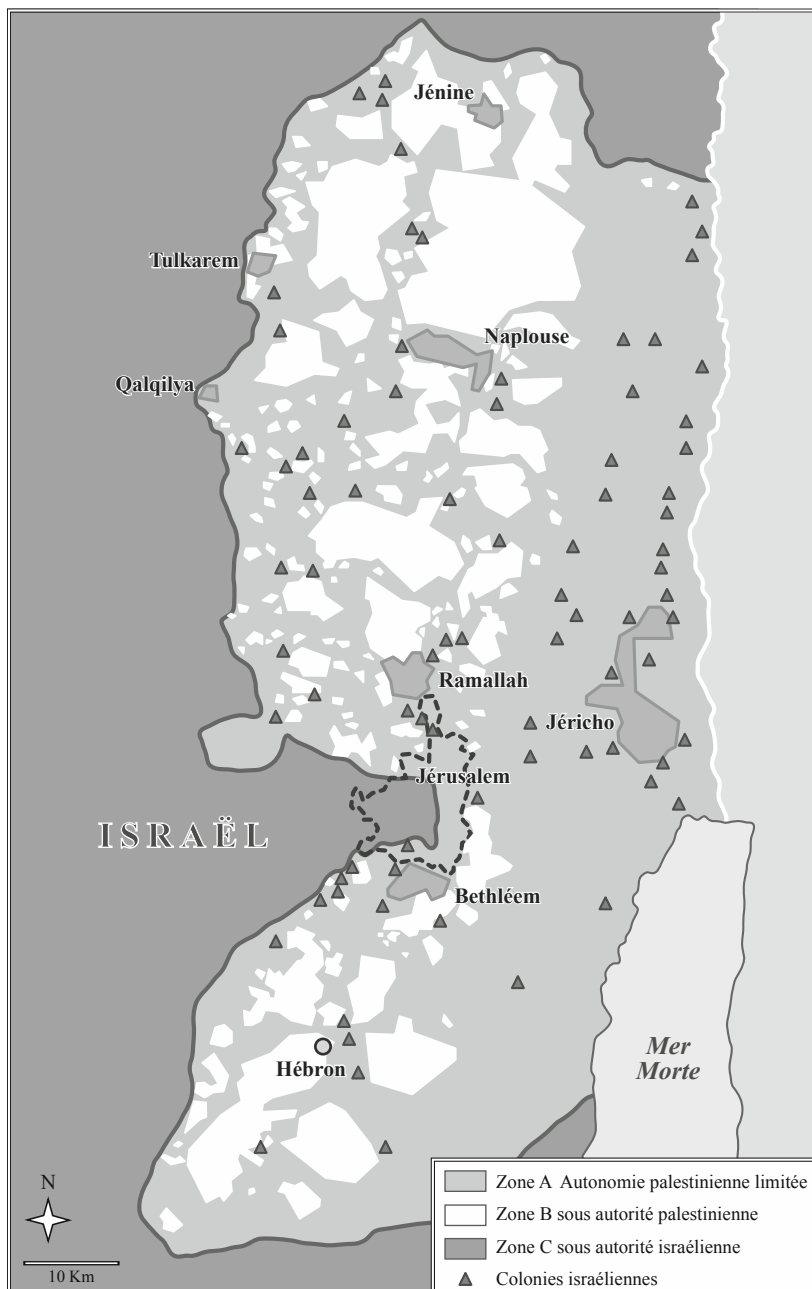
**Plan de partage
de l'ONU (1947)**



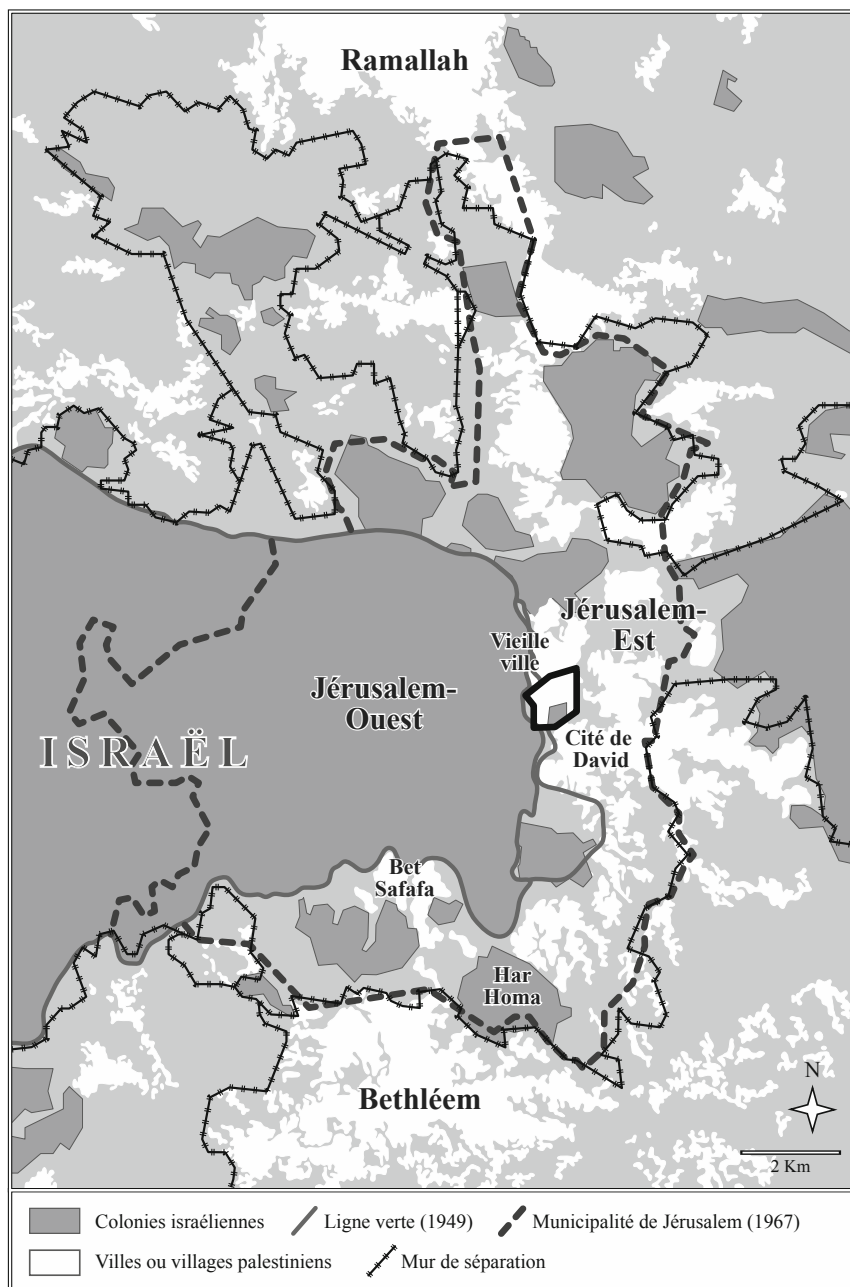
**Frontières à l'issue
de la guerre de 1948-1949**



La Cisjordanie des accords d'Oslo (1995)



Jérusalem



Prologue

Cet État qui ne vient pas

« La création d'un État palestinien
dès 2005 est un objectif réaliste. »

George W. Bush, août 2003

Shaul Arieli m'avait donné rendez-vous au sommet d'une colline déserte, non loin de la ville nouvelle de Modiin, entre Tel-Aviv et Jérusalem. Il emmène souvent des journalistes ici, car en un regard on saisit tout l'enjeu territorial du conflit israélo-palestinien. Désignant la plaine toute proche, il m'a expliqué où passait la ligne verte, la ligne de démarcation séparant Israël de la Cisjordanie. Quelques centaines de mètres plus au nord se dresse la grande implantation juive de Kiryat Sefer, jouxtant le village palestinien de Bilin. Délaissant ce spectaculaire panorama, Shaul Arieli m'a entraîné un peu en retrait, vers un amas de ruines. « Cette colline raconte toute l'histoire compliquée de la terre d'Israël. Il y a deux mille cinq cents ans, il y avait ici un village hébreu célèbre durant la révolte des Hasmonéens. Ces ruines là-bas sont celles d'une forteresse des croisés datant du royaume latin de Jérusalem au XII^e siècle. Et là, on distingue encore les

terrasses agricoles du village d'Al-Burej que les Israéliens ont conquis et détruit lors de la guerre d'Indépendance en 1948. La terre d'Israël regorge de lieux comme celui-là. Ils nous enseignent que nous devons prendre en compte deux choses : la légitimité historique et la réalité d'aujourd'hui. Sur le plan historique, le peuple juif a des droits évidents sur cette terre. Mais sur toute une partie du pays, en Cisjordanie, les Arabes demeurent très largement majoritaires. Et le peuple palestinien a le droit comme nous, les Israéliens, à l'autodétermination et à un État indépendant. Il existe un seul moyen de résoudre cette tension entre légitimité et réalité : la création d'un État palestinien vivant en paix aux côtés d'Israël¹. »

Depuis des années, Shaul Arieli milite sans relâche pour l'État palestinien. Il compte parmi les signataires de l'initiative de Genève, en 2003. Soutenu par d'éminentes personnalités israéliennes et palestiniennes, ce plan de paix officieux ambitionnait de relancer un processus d'Oslo agonisant dans les rivières de sang de la Seconde Intifada. Officier de Tsahal à la fin des années 1990, Shaul Arieli commandait la région de la bande de Gaza et réprimait le soulèvement palestinien. Autant dire qu'il n'a rien d'un pacifiste hors sol. Dès que le gouvernement Rabin prit langue avec l'OLP, en 1993, il intégra l'équipe des négociateurs israéliens. Pour lui seul un État palestinien peut garantir l'avenir d'Israël en tant qu'État du peuple juif.

Shaul Arieli donne régulièrement des conférences pour convaincre les Israéliens de l'urgence d'un État palestinien. Illustré par des dizaines de cartes et de graphiques, l'exposé est brillant, les arguments *a priori*

1. Entretien avec l'auteur, octobre 2012.

imparables. Dans ses frontières d'avant 1967, Israël occupe 78 % de la Palestine historique. Les Juifs y sont largement majoritaires et les frontières jouissent d'une large reconnaissance internationale. L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza depuis cinquante ans passés menace l'existence même de l'État d'Israël. Car si ces territoires étaient annexés, les Palestiniens deviendraient citoyens d'Israël et les Juifs se retrouveraient rapidement minoritaires dans leur propre État.

Conscient de ce danger, le gouvernement israélien a choisi d'exercer sa souveraineté sur les territoires sans pour autant octroyer de droits civiques aux Palestiniens, créant ainsi une situation d'apartheid génératrice de conflits sans fin et désastreuse pour l'image d'Israël dans le monde. Un État palestinien priverait certes le peuple juif d'une fraction de sa patrie historique mais préserverait son caractère juif et démocratique. « Je suis prêt à me séparer d'un doigt de ma main pour sauver les quatre autres », résume Arieli.

Le conférencier explique calmement à son public que les Palestiniens ont droit eux aussi à leur propre État. Alors qu'ils revendiquaient jadis toute la Palestine mandataire, ils consentent aujourd'hui à se contenter d'un cinquième à peine du territoire. Un sacrifice considérable, insiste Arieli, car les Palestiniens sont les cocus de l'Histoire. Certes, il n'y a jamais eu d'État palestinien, mais il n'y avait pas non plus de Jordanie, d'Arabie Saoudite ou d'Irak avant l'irruption du nationalisme au Proche-Orient. Au début du ^{xx}e siècle, tous les peuples arabes de la région ont obtenu leur indépendance : les Jordaniens en 1921, les Égyptiens en 1922, les Irakiens en 1930, les Saoudiens en 1932, les Syriens et les Libanais en 1943. Confrontés à un nationalisme concurrent, celui des sionistes – au départ très peu nombreux mais